Réseau International
Site de réflexion et de réinformation

reseauinternational.net Imprimé le 20 juillet 2025

Guerre sans issue : Israël face au choc prolongé de Gaza (2023-2025) – Partie II

July 19, 2025
Catégories: Actus III, Analyses, Conflit israélo-palestinien, Moyen-Orient
Auteurs: Avic

Campagne de dons – Mai-Juin 2025

(https://reseauinternational.net/campaigns/campagne-de-dons-mai-2025/)
Chers amis lecteurs, Nous faisons à nouveau appel à vous pour une nouvelle campagne de dons. Votre soutien nous est indispensable pour continuer à vous fournir le meilleur de l'information internationale alternative. C'est grâce à vos dons que nous pourrons maintenir le cap pour une information plurielle et réellement alternative. Nous comptons sur vous.

20 069,00 € de l'objectif de **25 000,00 €** atteint

Participer (https://reseauinternational.net/campaigns/campagne-de-dons-mai-2025/donate/)

Partie II – Gaza dévastée : génocide et résistance

par Kaamil

Dès les premiers jours ayant suivi la révolte du 7 octobre 2023, les représailles de l'Entité israélienne ont pris la forme non pas d'une guerre contre des forces combattantes, mais d'une attaque systématique et planifiée contre la société civile palestinienne.

Incapable d'affronter durablement la Résistance palestinienne sur le terrain, l'armée israélienne s'est retournée contre les plus vulnérables : femmes, enfants, vieillards, secouristes, journalistes, artistes, enseignants, médecins.

Dans certains cas, les opérations les plus infâmes ont été menées sous couvert humanitaire :

Langues »

Plusieurs massacres de civils ont eu lieu lors de prétendues distributions d'aide alimentaire, sciemment bombardées.

Ce comportement, d'une cruauté extrême, reflète les intentions déclarées par les dirigeants israéliens dès le lendemain du 7 octobre.

Le 9 octobre, Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense, annonce :

«Nous imposons un siège complet à Gaza. Pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Nous combattons des animaux humains, et nous agirons en conséquence».

Ces propos ne sont pas isolés. Ils traduisent une logique exterminatrice explicitement assumée au plus haut niveau de l'appareil militaire et politique de l'Entité israélienne, et parfois justifiée par des références religieuses violentes, notamment au Livre de Josué, fréquemment cité par les tenants du pouvoir actuel.

Le 8 octobre déjà, les premières coupures d'eau, d'électricité et de carburant sont imposées à toute la bande de Gaza, transformant en quelques jours cette enclave déjà assiégée en une prison à ciel ouvert plongée dans l'obscurité et la faim.

Depuis le 9 octobre 2023, l'aide humanitaire internationale, y compris celle de l'ONU, est systématiquement bloquée par l'Entité israélienne, à l'exception de brèves et rares pauses, imposées sous pression des États-Unis.

Ces trêves ne permettent qu'un accès extrêmement limité, souvent par un unique point de passage sous contrôle israélien.
Les camions humanitaires ont été régulièrement attaqués, pillés ou incendiés par des colons israéliens ou des groupes d'extrême droite, sans condamnation officielle ni poursuites judiciaires.

Les passages de Rafah et Kerem Shalom sont sous contrôle militaire strict
Cependant même dans ce cas, des convois humanitaires ont été ciblés, bloqués ou même vidés de leur contenu par des milices israéliennes, comme l'ont revendiqué ouvertement certaines d'entre elles dans les médias.

Des vidéos diffusées sur les chaînes israéliennes montrent des militants extrémistes pillant les camions et détruisant les cargaisons alimentaires destinées à Gaza avec le soutien passif ou actif des forces de sécurité.

Carte HOCHA – Accès humanitaire et blocus imposé par l'Entité israélienne (2024–2025)

Hôpitaux, écoles, universités, institutions culturelles, mosquées, églises, bibliothèques, centres de presse, réseaux d'assainissement et stations de dessalement ont été délibérément visés.

Des frappes ont été enregistrées à proximité d'écoles de l'UNRWA, de structures de l'OMS ou du CICR, sans avertissement.

Selon les Nations unies, plus de 80% des infrastructures éducatives, médicales et culturelles de Gaza ont été détruites ou rendues inopérantes.

De nombreux artistes, poètes, écrivains, journalistes et universitaires ont été tués, parfois avec leur famille entière.

Le sociocide concept sociopolitique de l'historien Saleh Abdel Jawad, est la tentative d'effacement d'une société humaine dans son organisation, sa mémoire et sa dignité, avec Gaza un palier vient d'être franchit.

Des crimes de guerre récurrents ont été documentés : usage d'armes interdites (bombes thermobariques,

munitions au phosphore blanc), bombardements ciblés de lieux de culte, de camps de réfugiés et de convois de déplacés.
Nul endroit n'est sûr.

Même les morts ont été harcelés dans leur tombe : plusieurs rapports indiquent que des fosses communes ont été ouvertes, des cadavres exhumés, documentant un harcèlement jusque dans la mort, dans une vision de l'horreur absolue.

La guerre déclenchée contre la bande de Gaza par l'Entité israélienne depuis le 7 octobre 2023 a provoqué un niveau de pertes humaines et de destruction matérielle sans précédent dans l'histoire contemporaine du Moyen-Orient.

À mesure que les mois se sont écoulés, le conflit s'est transformé en une entreprise d'anéantissement systématique de la population et des infrastructures palestiniennes.

Le bilan officiel communiqué par les autorités de santé de Gaza (en coordination avec l'ONU jusqu'à mars 2024) fait état d'environ 56 000 morts civils documentés au début de l'été 2025, dont plus de 70% sont des femmes et des enfants.

Ces chiffres ne tiennent pas compte des milliers de disparus sous les décombres, des cadavres non identifiés, ni des morts provoquées par la famine, le manque d'eau, d'électricité ou de soins médicaux de base.

Certaines estimations avancent un bilan bien supérieur.
L'expert indépendant Gérard Chevrier estime, à partir d'une modélisation démographique croisée avec des données satellites, que le nombre réel de morts pourrait dépasser les 400 000.

Il observe que la population de Gaza, estimée à 2 200 000 habitants avant la guerre, ne serait plus que 1 800 000 au début de juin 2025, malgré l'absence de corridors de sortie vers l'étranger.

Chevrier compare la situation à celle de la ville allemande de Dresde, détruite par les bombardements alliés en 1945, et fait le parallèle avec le niveau d'anéantissement atteint à Gaza en termes de densité de bombardements, d'utilisation d'armes incendiaires, et de destruction d'infrastructures civiles.

Par ailleurs, Guillaume Ancel, ancien officier de l'armée française, déclarait déjà en mai 2024 que le niveau de destruction à Gaza était comparable à celui provoqué par la bombe atomique larguée sur Hiroshima :

«En densité de destruction, en proportion de population civile tuée, Gaza se rapproche plus d'Hiroshima que de Falloujah». (France Inter, 15 mai 2024)

Outre le bilan humain, la guerre a entraîné la destruction quasi totale des infrastructures de la bande de Gaza :

94% des écoles et universités endommagées ou détruites
81% des hôpitaux et centres de santé hors service
Plus de 65% des habitations rendues inhabitables
100% du réseau d'eau et d'assainissement affecté
Plus de 300 journalistes et professionnels des médias tués
De nombreux quartiers historiques de Gaza, comme Shuja'iyya, Zeitoun, ou Rimal, ont été totalement rasés.
Les frappes ont visé systématiquement les lieux de mémoire, les archives, les bibliothèques, les centres culturels, contribuant à une stratégie de sociocide, visant à éradiquer jusqu'à la trace même de l'identité palestinienne.

Langues »

Le coût économique direct de la guerre est difficilement évaluable en raison de l'absence de toute activité économique normale depuis octobre 2023.

L'économie gazaouie, déjà sinistrée avant le conflit, est aujourd'hui totalement à l'arrêt.

L'aide internationale reste bloquée ou insuffisante, et les rares opérations de reconstruction sont rendues impossibles par les bombardements récurrents.

Sur le plan psychologique, le traumatisme collectif est immense.

Plusieurs générations d'enfants sont désormais privées de scolarité, souffrent de malnutrition chronique, de troubles post-traumatiques, et grandissent dans un monde sans avenir, marqué par la destruction, la peur et le deuil.

Le conflit qui a suivie le 7 octobre 2023 entre la résistance palestinienne et l'Entité israélienne a rapidement provoqué un séisme diplomatique à l'échelle mondiale.

Loin d'être un simple conflit localisé, il a mis à nu les fractures profondes au sein des institutions internationales, les alliances asymétriques, et l'hypocrisie de certains discours sur le droit international.

Dès les premiers jours des représailles israéliennes, marquées par des bombardements indiscriminés, le système international a montré ses limites.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, paralysé par les vétos répétés des États-Unis, s'est avéré jusqu'à présent, incapable d'imposer un cessez-le-feu, alors même que le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, appelait à «un arrêt immédiat des hostilités et à l'entrée sans entraves de l'aide humanitaire à Gaza».

Les appels à la retenue sont restés lettre morte

Pendant ce temps, les puissances occidentales, notamment les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, ont exprimé un soutien quasi inconditionnel à l'Entité israélienne, invoquant son «droit à se défendre», même face à des actes de guerre clairement constitutifs de crimes contre l'humanité.

«Ce que nous avons vu à Gaza dépasse les limites du supportable. Et pourtant, le silence diplomatique perdure».
~ Lakhdar Brahimi, ancien envoyé spécial de l'ONU, décembre 2024

Ce conflit a accéléré la polarisation mondiale :

Les pays du Sud global, notamment les membres du BRICS élargi, ont condamné à plusieurs reprises les bombardements israéliens, qualifiant les actes de génocide et demandant des sanctions internationales.
L'Afrique du Sud a déposé une plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ) en janvier 2024, accusant l'Entité israélienne de violer la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.
Le Qatar, l'Algérie, la Turquie, la Malaisie, l'Iran et d'autres pays musulmans ont intensifié leur soutien politique, financier ou logistique à la cause palestinienne.
À l'inverse, les États-Unis, tout en appelant à des pauses humanitaires, ont continué à fournir des armes et un soutien logistique massif à l'Entité israélienne, prolongeant ainsi le conflit.

Ce double standard a été dénoncé y compris par des intellectuels, des ONG internationales et des juristes du monde entier, rappelant l'échec structurel du système onusien à défendre les peuples colonisés ou agressés militairement.

À mesure que les mois passaient et que les horreurs documentées s'accumulaient, un isolement croissant de

Langues »

l'Entité israélienne a commencé à se faire sentir sur la scène internationale :

Plusieurs pays d'Amérique latine (Bolivie, Colombie, Chili, Belize) ont suspendu ou rompu leurs relations diplomatiques avec Tel-Aviv.
Des tribunaux civils européens ont été saisis de plaintes pour crimes de guerre visant des responsables israéliens.
Le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) a connu une intensification mondiale sans précédent, incluant des campagnes de boycott culturel, sportif, économique et universitaire.
De nombreuses personnalités juives antisionistes, dont des survivants de la Shoah, se sont exprimées avec gravité pour dénoncer les massacres à Gaza et refuser l'instrumentalisation de leur mémoire à des fins coloniales.
Enfin, la guerre a remis en cause plusieurs équilibres régionaux
Les accords d'Abraham initiés en 2020 sont gelés ou contestés par certains signataires, notamment le Maroc et le Soudan.
L'Arabie saoudite, qui semblait sur le point de normaliser ses relations avec l'Entité israélienne, a suspendu tout rapprochement, tout en engageant des discussions stratégiques avec l'Iran et la Russie.
La Turquie, oscillant entre modération diplomatique et soutien politique à Gaza, a rappelé plusieurs fois son ambassadeur.
Cette vague de mobilisations, tout comme la multiplication des voix dissidentes au sein même des sociétés occidentales, a contribué à accélérer l'émergence d'un nouvel ordre multipolaire, dans lequel les puissances occidentales apparaissent de plus en plus isolées, notamment sur les questions de justice, de légitimité internationale et de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Alors que les gouvernements occidentaux continuaient à soutenir l'Entité israélienne dans sa guerre prolongée contre Gaza, une rupture majeure s'est opérée dans l'opinion publique mondiale.

L'ampleur des crimes, la répression des voix dissidentes, et les images incessantes de souffrance ont provoqué un choc durable, entraînant une perte de légitimité sans précédent pour l'Entité israélienne et ses alliés.

Dans les premières semaines de la guerre, les médias dominants occidentaux ont tenté d'imposer un récit binaire opposant «démocratie» et «terrorisme».

Mais au fil des mois, les faits ont percé ce brouillard :

La dévastation massive de quartiers entiers de Gaza,
Les bombardements de camps de réfugiés, d'hôpitaux, d'écoles,
L'usage d'armes controversées (phosphore blanc, bombes à fragmentation),
Le nombre sans précédent de morts civils, dont une majorité de femmes et d'enfants,
Les restrictions humanitaires inhumaines, y compris les coupures d'eau, de nourriture et de soins médicaux de base,
Ces horreurs ont fini par briser l'omerta médiatique.

Des journalistes indépendants, des ONG internationales comme Médecins Sans Frontières, Human Rights Watch, Amnesty International, ainsi que des organes de presse critiques (Al-Jazeera, Democracy Now!, The Intercept, Haaretz), ont documenté de façon exhaustive les exactions commises.

«Ce qui se passe à Gaza ne peut plus être qualifié de guerre. C'est un massacre». ~ Jan Egeland, secrétaire général du Norwegian Refugee Council, février 2024

Langues »

Dans les capitales du monde entier, des mobilisations historiques ont eu lieu :

À New York, Londres, Paris, Berlin, Toronto, Johannesburg, Istanbul, Jakarta, Santiago, Kuala Lumpur, des millions de personnes sont descendues dans les rues.
Des universités ont été occupées aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Espagne et au Canada, pour dénoncer la complicité des institutions académiques avec l'Entité israélienne.
Des grèves de la faim ont été menées par des étudiants, des artistes, des élus, et même des diplomates en poste.
Des centaines de collectivités locales ont voté des motions exigeant la fin des relations commerciales ou militaires avec Tel-Aviv.
Ces mouvements ont touché toutes les couches de la population : syndicalistes, enseignants, artistes, personnels de santé, et même des fonctionnaires de l'ONU qui ont publiquement dénoncé la situation.

Ce regain de reconnaissance s'accompagne d'un nouvel ancrage du combat palestinien dans le droit international
La Cour internationale de Justice a été saisie par l'Afrique du Sud pour juger l'Entité israélienne sur le fondement du crime de génocide (procédure toujours en cours en juillet 2025).
La Cour pénale internationale a délivré des mandats d'arrêt à l'encontre de hauts responsables israéliens pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.
Des ONG, avocats et États du Sud global poussent pour une requalification juridique du régime israélien en tant que régime d'apartheid, comme ce fut le cas pour l'Afrique du Sud.
Une stratégie d'amalgame systématique a été mise en place par les autorités israéliennes et leurs alliés pour associer toute critique d'Israël à de l'antisémitisme.

Malgré cela, la parole s'est libérée, et la critique de l'Entité israélienne est sortie du seul cadre militant pour pénétrer dans les sphères culturelles, religieuses, universitaires et juridiques.

Le discours dominant a été fissuré, y compris au sein de certaines diasporas juives elles-mêmes, où de nombreuses figures se sont désolidarisées des actions menées à Gaza.

Ce retournement de l'opinion mondiale est sans précédent depuis la guerre du Vietnam ou l'apartheid sud-africain. Il marque un tournant :

Le soutien aveugle à l'Entité israélienne devient politiquement coûteux dans plusieurs démocraties occidentales.
Les populations du Sud global s'émancipent du récit occidental, rejoignant massivement les causes anticoloniales.
L'opinion publique arabe et musulmane, longtemps tenue à distance, est en ébullition, ce qui a des conséquences géopolitiques profondes.
Ainsi, la bataille de Gaza a aussi été une bataille des récits, dans laquelle l'Entité israélienne a perdu la guerre de l'image, de la légitimité, et du discours universel des droits humains.

La guerre prolongée contre Gaza n'a pas seulement redessiné les équilibres régionaux au Proche-Orient.

Elle a aussi accéléré des dynamiques géopolitiques profondes, provoquant un réalignement stratégique mondial que peu d'acteurs avaient anticipé.

L'isolement croissant de l'Entité israélienne,
L'épuisement du leadership américain,
Et l'émergence de nouveaux pôles de puissance ont transformé Gaza en un épicentre politique mondial, bien au-

Langues »

delà de sa réalité territoriale.
Les États-Unis, principal soutien de l'Entité israélienne, se sont retrouvés de plus en plus isolés diplomatiquement :

À l'ONU, les États-Unis ont multiplié les vétos contre des résolutions de cessez-le-feu ou de protection des civils, y compris face à des majorités écrasantes.
Le soutien militaire continu à Tel-Aviv, y compris après la multiplication des preuves de crimes de guerre, a terni durablement l'image morale et juridique des États-Unis.
L'administration Biden a été fragilisée politiquement sur le plan intérieur, notamment auprès de sa base progressiste et des électeurs arabo-musulmans.
Il en va de même pour l'administration Trump depuis son élection, compte tenu d'une politique identique à l'égard d'Israël.
Dans l'Union européenne, les divisions ont éclaté :

Tandis que la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche maintenaient leur alignement sur l'Entité israélienne, des pays comme l'Irlande, l'Espagne, la Belgique ou la Slovénie ont reconnu l'État de Palestine, condamné les attaques israéliennes, et plaidé pour des sanctions.
Les sociétés civiles européennes se sont fortement mobilisées, érodant la légitimité politique de nombreux gouvernements.
Face à cet affaissement du camp occidental, l'axe de la résistance (Iran, Hezbollah, Syrie, Ansarallah yéménites, milices chiites irakiennes, factions palestiniennes) a trouvé une nouvelle légitimité stratégique.

Partie I – Le choc initial et l'effondrement militaire (https://reseauinternational.net/guerre-sans-issue-israel-face-au-choc-prolonge-de-gaza-2023-2025/)

(https://reseauinternational.net/mentions-legales/)

Langues »